

# Le syndicalisme argentin ou la formation d'un acteur politique

par Jean Bunel \*

**P**ar son analyse des racines historiques du syndicalisme en Argentine, Jean Bunel nous explique la spécificité de ce système à la fois centralisé, bureaucratique et éminemment politique. Dans ce pays, les relations professionnelles n'ont pas d'autonomie par rapport au politique et l'action syndicale n'est pas le prolongement des problèmes économiques et sociaux qui surgissent dans les entreprises. Le recours permanent au mythe de l'unité du peuple et de l'identité péroniste, l'instabilité politique du pays, la prédominance de l'Etat dans la gestion du risque économique font du politique le principal champ d'action des dirigeants syndicaux. Aussi, les cadres théoriques d'analyse de l'action syndicale, construits à partir de nos sociétés démocratiques sont-ils particulièrement inadaptés à des sociétés comme l'Argentine par l'importance qu'ils attribuent aux facteurs technologiques et économiques et par l'indifférence dont ils font preuve à l'égard du contexte politique.

Depuis près d'un demi-siècle, l'influence du syndicalisme en Argentine est considérable. Les coups d'Etat, les dictatures militaires, l'instabilité politique et les fluctuations brutales de l'activité économique ne semblent pas l'affecter. Le taux de syndicalisation reste très élevé (40 %), surtout si l'on tient compte de l'importance de l'emploi précaire et informel. Les ressources financières des syndicats leur permettent d'entretenir un appareil bien pourvu en moyens immobiliers et en permanents qui se consacrent exclusivement à son fonctionnement. La capacité de mobilisation des travailleurs est impressionnante. La CGT argentine a organisé treize grèves générales, toutes largement suivies, pendant la présidence de R. Alfonsín entre 1984 et 1989.

Comment le pouvoir syndical s'est-il construit en Argentine ? Quels sont les facteurs historiques, institutionnels, économiques qui permettent d'en saisir l'émergence et la consolidation ? En répondant à ces questions et en analysant l'expérience argentine, nous avons voulu contribuer à une sociologie du syndicalisme et des relations professionnelles qui n'ait pas seulement pour horizon l'expérience et la tradition des sociétés démocratiques et industrialisées.

Mais il y a un enjeu encore plus important à cette analyse du cas argentin. Quelle peut être la fonction du syndicalisme et des relations profes-

\* Université de Lyon III, GLYSI-CNRS, ORSTOM.

sionnelles dans des sociétés qui s'engagent dans la restauration des institutions démocratiques et qui mettent en œuvre des politiques libérales afin de résoudre les crises économiques effroyables qu'elles connaissent ?

## L'événement fondateur

Bien des conduites collectives, des représentations véhiculées par des individus ou des groupes se réfèrent à un événement fondateur qui a changé le politique, le social, la morale. Cet événement est ensuite célébré et commémoré comme s'il avait constitué une naissance et la création d'une nouvelle identité. Pour la plupart des travailleurs argentins, les militants et les dirigeants syndicaux qui transmettent ainsi la mémoire collective, une conscience de l'histoire et une représentation de la société, cette identité fut créée le 17 octobre 1945, lors de la manifestation spontanée des travailleurs venus du grand Buenos Aires et qui se sont installés au centre de la capitale, jusqu'alors sanctuaire de l'oligarchie politique et financière, pour exiger la libération de Perón qui avait été emprisonné quelques jours auparavant.

Après treize années de gouvernements conservateurs qui s'étaient maintenus au pouvoir grâce à la fraude dite patriotique, des militaires fomentent un coup d'Etat en juin 1943. Parmi eux se trouve le colonel Perón à qui sera confié la responsabilité modeste et effacée de secrétaire d'Etat au Travail. Le gouvernement militaire n'est pas moins conservateur que les précédents : ses premières mesures auront pour objet de dissoudre les syndicats dirigés par les communistes et les socialistes qui leur sont alliés. Cependant Perón est convaincu que la survie du gouvernement militaire dépend de sa capacité à obtenir l'appui des classes populaires. La crise économique de 1930 avait affaibli les économies agricoles de l'intérieur du pays ; par contre l'industrialisation avait été accélérée pour se substituer aux importations réduites par le déficit du commerce extérieur. Dans les grandes villes, et tout particulièrement Buenos Aires, les classes populaires ne sont plus seulement formées par les immigrants européens dont le flux se tarit, mais par les migrants de l'intérieur qui abandonnent d'autant plus volontiers une activité agricole en crise qu'il y a des perspectives d'emploi industriel à la ville. Preuve du poids acquis par les organisations syndicales dans le pays, Perón ne cherche pas à créer une structure corporative qui leur soit concurrente. Au contraire il tisse des liens avec les syndicats les plus influents et les plus pragmatiques.

La protection et les libertés qui sont accordées par le gouvernement militaire aux organisations syndicales peuvent les embarrasser. Elles restent méfiantes, elles cherchent à conserver leur auto-

nomie, mais elles ne peuvent pas repousser les avantages qu'elles tirent des nouvelles attitudes du gouvernement vis-à-vis du fait syndical et des revendications ouvrières. En particulier, le colonel Perón veille à l'application de la législation du travail qui avait été adoptée grâce à l'action parlementaire des socialistes dans les années trente ; il encourage la négociation de conventions collectives avec les patrons et des décisions sont prises pour augmenter les salaires ou bien des subventions sont accordées pour financer les œuvres sociales des syndicats. Quand un syndicat se montre trop hostile à Perón, celui-ci n'hésite pas non plus à intervenir et à réprimer.

Au sein du gouvernement présidé par le général Farrell, l'influence de Perón grandit. Sans renoncer au secrétariat d'Etat au travail, il devient ministre de la guerre et vice-président. Dans le même temps, l'opposition au gouvernement militaire grandit dans le pays. Les classes moyennes revendiquent le retour à un régime démocratique et civil, les patrons sont mécontents de la politique sociale qui est mise en œuvre, une partie de l'armée appuie cette opposition civile et veut éliminer, en premier lieu, Perón. Celui-ci explique, en vain, aux patrons que sa politique a pour objectif d'éliminer la lutte des classes et l'influence des communistes et des socialistes au sein du mouvement ouvrier.

Face à la pression des oppositions, le gouvernement militaire lâche le colonel Perón qui doit renoncer à ses charges gouvernementales. Trois jours plus tard, le 12 octobre 1945, il est mis sous surveillance dans une petite île du Rio de la Plata. Ce jour-là est un jour férié et chômé en Argentine : on y célèbre le débarquement en Amérique de Christophe Colomb. Les patrons se sentent maintenant libres, ils sont débarrassés du contrôle qu'exerçait Perón sur la politique sociale. Ils décident de ne pas indemniser le congé de leurs salariés et sont bien décidés à revenir sur les avantages qu'ils ont été obligés de concéder à leurs ouvriers.

Dans le grand Buenos Aires, les ouvriers commencent à se mobiliser, les syndicats s'organisent pour s'opposer à l'offensive patronale. La direction de la CGT se réunit le 15 octobre (1), débat longuement sur l'attitude qu'elle doit adopter et finalement rédige un communiqué adopté à une courte majorité (16 voix contre 11) qui appelle à une grève générale dans tout le pays pour le 18 octobre 1945, avec les revendications suivantes :

— contre tout gouvernement oligarchique et

(1) La Confédération générale du travail fut créée en 1930. Elle a emprunté volontairement son titre à sa sœur française. De 1930 à 1945, elle s'est divisée plusieurs fois en raison des oppositions entre les socialistes, les communistes, les « syndicalistes » (tronc issu de l'anarchisme adoptant progressivement des attitudes réformistes). En outre, bien des syndicats échappaient aussi à l'emprise de la ou des CGT. En 1945, il n'y a qu'une seule CGT.

l'exercice du gouvernement par la Cour suprême (2) ;

— pour la formation d'un gouvernement qui garantisse la démocratie et la liberté dans le pays et qui écoute les organisations syndicales de travailleurs ;

— pour la réalisation d'élections libres ;

— pour la levée de l'état de siège et pour la liberté de tous les prisonniers civils et militaires qui se sont distingués par leurs claires et fermes convictions démocratiques et par leur identification à la cause ouvrière ;

— pour l'amélioration et le maintien des conquêtes sociales et pour l'application de la loi sur les associations professionnelles ;

— pour que soit signé immédiatement le décret-loi sur les augmentations de salaires, sur le salaire minimum et mobile, la participation aux profits et pour que soit résolu le problème agraire grâce à une meilleure répartition de la terre à celui qui la travaille et l'application intégrale du statut de salarié agricole (3).

Cet appel à la grève générale ne fait, on le voit, aucune référence à Perón, l'englobant seulement dans une demande générale de libération des prisonniers. Par contre, la revendication d'une démocratisation des institutions politiques et la défense des acquis sociaux obtenus pendant la gestion de Perón au secrétariat d'Etat au travail tient la plus grande place dans l'appel à la grève générale.

En fait la CGT est dépassée par la mobilisation populaire. Le 17 octobre, le travail a cessé dans bien des établissements du grand Buenos Aires alors que l'appel à la grève générale a été lancé pour le 18. Les travailleurs venus des faubourgs envahissent le centre de la capitale, se dirigent vers la Place de Mai, face à la Casa Rosada, siège du gouvernement. Ils exigent la libération de Perón. Le gouvernement hésite peu entre la solution de la répression et celle de la concession. La veille, Perón avait été admis dans un hôpital de la capitale, pour des raisons de santé. Le soir du 17 octobre, il va pouvoir parler à la foule qui lui assure un triomphe. Le gouvernement promet alors le retour à la règle constitutionnelle et se charge d'assurer la transition jusqu'aux élections présidentielles fixées au début de l'année 1946.

Les organisations syndicales n'ont guère le choix. Elles décident d'appuyer la candidature de Perón. Un nouveau parti politique est créé pour le soutenir : ce sera le parti « laborista » (travailleuse). La référence au modèle anglais est expli-

(2) Au cours de cette période où se jouent le sort du gouvernement militaire et l'avenir politique du pays, on a pensé confier le pouvoir à la Cour suprême qui aurait été chargée de préparer les changements politiques et constitutionnels.

(3) J.C. Torre : La CGT y el 17 de octubre de 1945 in J.C. Torre : La formación del sindicalismo peronista, Buenos Aires, Legasa, 1988

cite. Le parti est une création des syndicats et doit lui rester subordonné. Face à Perón se dresse le candidat de l'union démocratique, Tamborini, appuyé par les communistes, les socialistes et les conservateurs. En février 1946, Perón est élu avec une courte majorité : 52 % des voix. L'explication la plus habituelle de son succès, c'est celle qui fait référence à l'intervention directe de l'ambassadeur des Etats-Unis, Braden, dans la campagne électorale. Le plénipotentiaire nord-américain fait des discours, prend la tête de manifestations, édite des libelles contre Perón. Celui-ci n'hésite pas alors à transformer l'élection en un choix entre Braden et lui, c'est-à-dire entre la dépendance et l'affirmation de l'autonomie nationale. Mais Perón avait aussi renforcé son soutien populaire, d'une autre manière. En décembre 1945, le gouvernement avait décidé d'instituer un treizième mois pour tous les salariés (« el aguinaldo ») Les patrons se sentent agressés par cette nouvelle mesure sociale et ils refusent de respecter l'injonction gouvernementale. En janvier 1946, les travailleurs qui n'ont pas touché l'*aguinaldo* se mettent partout en grève. Les patrons répondent par le lock-out. Faut-il s'étonner que les ouvriers aient voté pour Perón en février 1946 ?

L'identité péroniste qui s'est forgée au cours de cette année 1945 et au début de l'année 1946 est le résultat de l'action d'un agent politique, J. Perón. Cependant la situation argentine doit être distinguée de l'expérience brésilienne où le mouvement populaire est formé presque exclusivement par Vargas. Dans le Rio de la Plata, les travailleurs sont intervenus directement et de manière autonome pour transformer leur situation. Murmis et Portantiero avaient, à juste titre, souligné qu'« en minimisant le rôle joué par l'organisation syndicale, on enlève, en fait, au péronisme l'élément le plus net de sa spécificité à l'intérieur des mouvements populistes » (4).

Certes, au cours des dix années de gouvernement péroniste qui s'achève par un coup d'Etat et l'exil de Perón, celui-ci va progressivement incorporer le syndicalisme à l'Etat. En d'autres termes, il tourne le dos à une démocratie qui serait libérale. « Il n'en est pas moins certain, écrit J.C. Torre, que parallèlement à cette action politique subordonnée aux situations qui lui viennent de l'Etat, c'est une action de classe ouvrière qui s'organise et passe à animer les conflits de la société argentine » (5). Au moins jusqu'en 1950, la péronisation du syndicalisme va de pair avec une forte activité gréviste, le développement de la négociation collective et le pouvoir des délégués dans l'entreprise. Après cette date, la CGT est de plus en plus soumise au contrôle de l'Etat ; elle est sommée de renforcer sa centrali-

(4) Mummis et Portantiero : Estudios sobre los orígenes del peronismo, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971.

(5) J.C. Torre : Interpretando (una vez mas) los orígenes del peronismo, Desarrollo económico, v. 28, n° 112, janvier-mars 1989, p. 543

## Unité et divisions de la CGT argentine

La CGT argentine fut créée en 1930. C'est bien pour marquer leur filiation avec la CGT française que les syndicalistes argentins ont choisi leur sigle. Au début du siècle, le mouvement syndical fut sous l'emprise des anarchistes. Dans les années 20, ils perdent l'essentiel de leur influence au profit des socialistes ou des syndicalistes révolutionnaires qui s'uniront pour former la CGT. Entre 1930 et 1943, les divisions idéologiques et stratégiques des syndicalistes, au sein desquels les communistes ont acquis une certaine influence, provoquent des scissions confédérales ou bien le retrait de la confédération de certains syndicats.

Après le coup d'Etat militaire de 1943, la CGT n° 2 qui rassemblait les communistes et une partie des socialistes est dissoute. Puis lors de la décennie péroniste (1945-1955), l'unité syndicale est la règle. La CGT doit s'incorporer à l'Etat et à la politique péroniste.

Après la chute de Perón, les militaires placent la CGT sous tutelle, mais ils échouent dans leurs tentatives pour éliminer les péronistes de la direction de la CGT, lors d'un congrès normalisateur en 1957. Malgré des divisions internes, la CGT reste unie jusqu'en mars 1968. A cette date, la partie la plus radicalisée et la plus anti-impérialiste crée la CGT des Argentins,

mais les grandes organisations ouvrières continuent à dépendre de la CGT dominée par Vandor, le puissant secrétaire du syndicat des métallurgistes. A cause de l'intervention de la guérilla dans les luttes sociales et de leur responsabilité dans l'assassinat de Vandor qui représentait à leurs yeux la bureaucratie syndicale corrompue, la CGT se réunifie en juillet 1970 et désigne J. Rucci comme son secrétaire général. Il sera aussi assassiné en septembre 1973, peu de jours après l'élection triomphale de Perón à la Présidence de la République.

C'est l'attitude qu'il convient d'avoir vis-à-vis de la dictature militaire qui divise à nouveau la CGT. Un courant « dialoguiste » s'oppose au courant de la résistance. L'unité de la CGT est reconstituée en janvier 1984 pour affronter le projet du président radical R. Alfonsín visant à un changement du droit syndical.

Enfin la tentative de mainmise du gouvernement péroniste de C. Menem sur le mouvement syndical divisera à nouveau la CGT en novembre 1989. Les péronistes ménémistes refusent la direction de S. Ubaldini et vont rassembler autour d'eux la moitié des syndiqués. S. Ubaldini reste à la tête de la CGT péroniste-péroniste et G. Andreoni devient le secrétaire de la CGT péroniste-ménémiste.

sation et ses mécanismes de contrôle interne. L'intervention du sommet sur les instances intermédiaires et la base est institutionnalisée. Peron déclare que l'Argentine est en marche vers un Etat syndicaliste. Lorsqu'il est renversé en 1955, la CGT renonce pourtant à mobiliser ses adhérents et il n'y a pas de soulèvement populaire spontané. Le 17 octobre 1955 n'a pas eu lieu.

L'héritage du 17 octobre 1945, puis de la décennie péroniste est cependant considérable. En premier lieu, les syndicats socialistes, communistes, réformistes antérieurs au péronisme ne retrouveront plus jamais une forte audience. L'identité acquise au cours de la décennie péroniste efface l'expérience ouvrière et syndicale acquise antérieurement. Celle-ci est présentée comme une préhistoire ou comme une période d'errances et d'aliénations du mouvement ouvrier argentin soumis à des idéologies étrangères. C'est à peine une genèse et un enfantement, c'est un passé tout autre que le syndicalisme ne veut pas intégrer à son histoire. En second lieu, la décennie péroniste a légué des formes institutionnelles et le mythe de l'unité populaire qui n'ont pu jusqu'à ce jour être vraiment remis en cause. Enfin elle a laissé le souvenir d'un âge d'or au cours duquel « l'Argentine était une fête » (6), le pouvoir

d'achat était élevé, les libertés et la dignité sur les lieux de travail garanties, les classes populaires exaltées par Eva Perón. La première génération ouvrière surgie de l'industrialisation tardive de l'Argentine bénéficie en matière de protection de l'emploi, d'avantages sociaux, de garanties salariales, d'exercice des libertés syndicales dans l'entreprise, d'une situation qui est comparable, voire supérieure à ce qu'on peut observer à la même période dans des pays qui ont derrière eux plus d'un siècle d'industrialisation et de luttes ouvrières.

## L'enracinement du syndicalisme péroniste

La proscription du péronisme qui suit le coup d'Etat de 1955 et qui va durer jusqu'en 1973, puis de 1976 à 1983 sera plus ou moins sévère. De la répression la plus dure interdisant même de prononcer le nom de Peron ou d'avoir son portrait à son domicile, conduisant nombre de militants à la prison, la torture et la disparition à la tolérance des gouvernements semi-démocratiques. Ceux-ci sont issus du suffrage universel (Frondizi en 1958, Illia en 1963). Mais les présidents sont élus sans opposition péroniste dont les candidats sont proscrits. Ils sont seulement

(6) F. Luna : Peron y su tiempo, Buenos Aires, Editorial Sudamericano, 1986. Le premier tome de ce récit historique s'intitule : La Argentina era una fiesta.

tolérés lors des élections législatives ou lors des élections des gouverneurs de province (7).

En voulant éliminer le péronisme par la répression et l'affaiblissement du pouvoir syndical dans l'entreprise, les gouvernements militaires donnent un surcroît de légitimité à l'action de Perón quand il était au pouvoir alors même que le crédit du général avait plutôt faibli au cours de son second mandat présidentiel (8). L'identité péroniste des travailleurs est renforcée par la répression.

Lorsqu'ils cherchent à détruire l'appareil syndical péroniste ou seulement lorsqu'ils la restreignent, les gouvernements militaires provoquent une résistance populaire (entre 1955 et 1958 avec le général Aramburu) ou des manifestations populaires d'une telle ampleur (Cordobazo en 1969, c'est-à-dire l'occupation de la seconde ville du pays par les ouvriers et les étudiants lors du gouvernement du général Onganía) que leur autorité politique est profondément remise en cause. Les syndicats recouvrent leurs droits et leurs capacités institutionnelles avec l'espoir qu'ils pourront réguler les conflits. La bureaucratie syndicale s'est justement formée au cours de ces périodes. Des avantages leur sont concédés : l'impôt syndical avec Frondizi qui est un prélèvement sur tous les salaires d'une fraction de l'augmentation obtenue à la suite d'un accord collectif ; la gestion de la protection sociale par le successeur du général Onganía en 1970. La bureaucratie, ce n'est pas seulement l'accumulation de ressources organisationnelles, c'est aussi le contrôle sur la base parce que la lutte politique pour obtenir le retour de Perón l'exige et parce qu'une organisation monolithique est seule capable de s'opposer à l'autoritarisme des gouvernements militaires.

Le syndicalisme, dans la doctrine péroniste, avait été défini comme la colonne vertébrale du mouvement populaire et national. Une fois le péronisme proscrit, le syndicalisme devient plus directement encore un acteur politique. Il privilégie sa relation à l'Etat à toute autre intervention dans la vie économique et sociale. Son influence politique est construite sur sa capacité de mobilisation et d'encadrement des classes populaires. Le moment du vandorisme — du nom du puis-

(7) Cette tolérance sera fatale à Frondizi. Les militaires qui ont constamment harcelé le gouvernement de Frondizi ne tolèrent pas que Framini, le candidat des péronistes soit élu gouverneur de la province de Buenos-Aires, la plus vaste et la plus peuplée. L'élection est cassée. Frondizi sera aussi destitué pour avoir aussi reçu secrètement Che Guevara et sera remplacé par son successeur constitutionnel, le président du Sénat, Guido, plus docile aux injonctions militaires.

(8) Rappelons qu'en Argentine, la constitution lorsqu'elle est en vigueur prévoit une séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif à l'image de ce qui existe aux Etats-Unis. Le président argentin est élu pour six ans. Il n'est normalement pas rééligible. Perón avait modifié la constitution pour pouvoir se représenter et se faire réélire en 1951.

sant secrétaire de l'Union ouvrière métallurgique, Vandor — en fut la meilleure expression. On l'illustrera par la lutte des années 1963 et 1964.

En 1963, l'état-major de la CGT élabore un plan de lutte, mis en application en 1964. Dans tout le pays, des milliers d'entreprises vont être occupées. C'est le conseil directeur de la CGT qui décide de l'occupation. Les syndicats et les délégations régionales se chargent des modalités d'application. Quand la décision est prise, les délégués d'entreprise sont informés par courrier du jour et de l'heure de l'occupation. Ils avertissent les cadres de l'entreprise, entraînent les ouvriers, ferment les portes de l'établissement et forment des piquets de grève. Des banderoles sont alors exhibées sur les murs qui portent l'inscription : Vive le plan de luttas ! Généralement le chef d'entreprise prévient un magistrat qui requiert les forces de l'ordre. Lorsqu'elles interviennent, les occupants cèdent sans résister. Deux ou trois heures plus tard, le travail reprend.

La CGT a fait état de 11 000 établissements occupés et la mobilisation aurait concerné près de quatre millions de travailleurs. Il y a eu peu de violence. Le mouvement dénote une exceptionnelle maîtrise des directions syndicales (9). Pourtant les gains sociaux et économiques sont limités : une maigre augmentation des pensions des retraités, le vote de la loi sur le salaire minimum qui avait été programmé, de toute façon, par le gouvernement, puis la liberté de quelques militants arrêtés et emprisonnés.

Le pouvoir syndical est utilisé pour négocier avec l'Etat qu'il soit civil ou qu'il soit militaire. Un commentateur d'un journal proche des milieux d'affaires le confirme pour le plan de lutte de 1964 : « Il n'y a pas eu un climat d'agressivité contre les employeurs et les cadres ; au contraire, dans la majorité des cas, les explications réciproques ont été nombreuses et les travailleurs ont assuré que l'occupation était dirigée contre la politique sociale du gouvernement et non contre les employeurs » (10). La mobilisation vise à constituer le syndicalisme en facteur de pouvoir et doit servir au renforcement de l'appareil syndical. L'action syndicale n'est pas mise au service du renforcement de la démocratie. Vandor s'allie aux militaires et les aide à renverser le gouvernement semi-démocratique du président radical, Illia, en 1966. C'est dans le palais présidentiel que la nouvelle convention collective de la métallurgie est signée et la cérémonie compte avec l'assistance des dignitaires du nouveau régime militaire.

(9) G. Bourdé : La CGT argentine et les occupations d'usine de mai-juin 1964. Le mouvement social, n° 103, avril-juin 1978.

(10) Raul H. Bisio et Hector G. Cordone : El plan de lucha de la CGT : un episodio singular de la relacion sindicatos — estado en la Argentina, Justicia social, n° 8, juin 1989. Les auteurs citent l'extrait de l'article de Cronista comercial du 25/5/1964.

L'habileté stratégique de Vandor trouve aussi ses limites. Il souhaitait que le mouvement syndical s'affranchît de la tutelle de Perón. Il provoque la division interne de la CGT et va constater son échec électoral lorsque son candidat dut affronter le candidat désigné par Perón (11). Quant à son alliance avec les militaires, elle ne donnera pas les fruits attendus. Le général Onganía met au pas l'action syndicale, suspend la négociation collective, s'allie avec les dirigeants de la CGT hostiles à Vandor. Il veut alors reproduire le plan de lutte qui lui avait donné tant de pouvoir, mais cette fois-ci, c'est l'échec.

L'appareil syndical mobilisé presque entièrement dans l'action politique délaisse l'action revendicative dans les entreprises. Elle prend d'autant plus forme de manière autonome que le gouvernement militaire affaiblit les directions syndicales qui perdent leur capacité de contrôle. Le syndicalisme d'entreprise se développe dans la métallurgie, l'automobile, la chimie, branches d'activité sous contrôle étranger, souvent implantées en province, loin de la capitale et des centres de pouvoir. Les patrons avaient cherché à isoler cette nouvelle classe ouvrière du syndicalisme péroniste. Ils créent des syndicats-maisons, négocient des contrats collectifs, à l'origine d'avantages salariaux et sociaux intéressants. Les délégués de ces syndicats d'entreprise se radicalisent quand le gouvernement d'Onganía remet en cause des avantages acquis. Chez Fiat et chez Renault, les travailleurs élisent des délégués qui se réclament du marxisme. Les luttes sur la durée du travail, les conditions d'hygiène et de sécurité, l'autoritarisme de la maîtrise se développent.

L'émergence d'un mouvement ouvrier autonome à la fin des années soixante est encouragé par les guérillas et les actions étudiantes qui donnent un contenu révolutionnaire à la lutte contre le gouvernement militaire. En cherchant à restaurer leur contrôle sur cette action syndicale à la base, les dirigeants syndicaux deviennent les cibles des mouvements révolutionnaires. Vandor sera assassiné.

Pourtant les mouvements ouvriers ne se séparent pas du péronisme. Les travailleurs restent fidèles au général Perón qui devient, au contraire, la référence d'une agitation sociale qui s'étend aux étudiants et aux classes moyennes. Un contenu révolutionnaire est donné au péronisme, ce qui ne manque pas de provoquer des contradictions internes qui s'expriment dans la violence.

Au début des années soixante-dix, les gouvernements militaires qui se succèdent (Livingstone et Lanusse après le retrait d'Onganía) ne peuvent maîtriser la situation sociale et politique. Ils sont contraints d'accepter le retour de Perón.

Réélu triomphalement en septembre 1973, il réussit à apaiser les conflits. C'est l'heure du pacte social entre l'Etat, le patronat et les syndicats. Ceux-ci se trouvent confirmés dans leurs fonctions de contrôle et d'encadrement des classes populaires. Pourtant la jeunesse radicalisée qui appuie la guérilla des Montoneros rompt avec le général Perón, deux mois avant sa mort en juin 1974. Sa veuve, Isabel, n'a pas sa capacité politique, elle est sous l'empire d'un conseiller, Lopez Rega, qui instaure le terrorisme d'Etat. L'exacerbation des conflits, l'inflation qui devient vertigineuse, la rébellion du syndicalisme même contre son gouvernement vont conduire au coup d'Etat de mars 1976.

Cette fois les militaires veulent infliger un traitement de choc à la société : suppression de toutes les libertés, répression sauvage de toutes les oppositions, retour au modèle agro-exportateur et libéral du début du siècle. Ce sera l'échec : l'inflation ne descend pas au-dessous de 100 % par an, les bas salaires et la réduction du pouvoir syndical n'empêchent pas la fuite des capitaux, l'énorme dette se constitue. Ce sera la défaite contre l'Angleterre qui contraindra les militaires à se retirer du pouvoir.

Toutefois, face à cette nouvelle dictature militaire, les dirigeants syndicaux sont divisés. Comme cela s'est produit antérieurement, des dirigeants syndicaux cherchent à négocier et à se présenter en interlocuteurs des salariés aux fins de préserver l'appareil syndical et leur survie propre comme dirigeants. Ceux qui s'opposent plus franchement à la dictature militaire seront emprisonnés ou étroitement surveillés. Ils organiseront une première grève générale en 1979. Les militaires ne détruisent pas non plus complètement l'appareil syndical. Certes, ils suspendent le droit de grève et la négociation collective, dissolvent même la CGT en 1979, retirent aux syndicats la gestion des œuvres sociales. Mais la politique mise en œuvre, c'est celle de l'intervention. L'Etat anti-péroniste et autoritaire ne tente pas vraiment de détruire les structures syndicales. Il cherche des alliés dans le mouvement syndical qui se prêtent à son projet de contrôle social. Quand il ne les trouve pas, il met sous sa tutelle le syndicat qui a une direction récalcitrante. Il l'intervient, si on veut bien accepter cette traduction littérale d'une pratique étatique qui consiste à substituer provisoirement jusqu'à une prochaine ou lointaine normalisation des représentants de l'armée ou de l'administration aux directions nommées statutairement. Dans la société argentine, le syndicalisme n'est pas la seule institution à encourir l'intervention. C'est un mécanisme de contrôle, ce n'est pas une pratique de destruction ou de transformation de la vie syndicale. On comprend ainsi que subsistent et renaissent aisément les formes de l'action syndicale péroniste quand les régimes militaires cèdent la place à des gouvernements civils, semi-démocratiques ou démocratiques.

(11) Perón est en exil, mais il continue à diriger l'action de ses partisans.

## Repères chronologiques

- 27 septembre 1930 : Fondation de la cgt.
- 4 juin 1943 : Coup d'Etat militaire. le général Ramirez devient chef de gouvernement.
- 27 novembre 1943 : Le colonel Perón est nommé secrétaire d'Etat au travail.
- 2 octobre 1945 : décret 23.852 sur les associations syndicales.
- 9 octobre 1945 : Perón est exclu du gouvernement. Il est arrêté quelques jours plus tard.
- 17 octobre 1945 : Mobilisation populaire pour demander la libération de Perón et son retour au pouvoir.
- 24 février 1946 : Perón est élu président de la république avec 52 % des suffrages exprimés.
- Avril 1950 : La cgt adopte de nouveaux statuts et se proclame gardienne de la doctrine péroniste.
- 11 novembre 1951 : Perón est réélu président de la République avec 62,5 % des suffrages.
- 26 juillet 1952 : Mort d'Eva Perón.
- 20 septembre 1955 : Coup d'Etat militaire et démission de Perón qui se réfugie au Paraguay.
- 16 novembre 1955 : La cgt est placée sous la tutelle du capitaine de vaisseau Laplacette.
- 23 février 1958 : Grâce à son pacte avec Perón en exil au Venezuela, le candidat radical A. Frondizi gagne facilement les élections présidentielles.
- 25 août 1958 : Restauration de la loi sur les associations professionnelles.
- 28 mars 1962 : Coup d'état militaire. Arrestation d'A. Frondizi.
- 7 juillet 1963 : Le candidat radical A. Illia est élu président de la république. Perón avait appelé à l'abstention.
- 18 mai-15 juin 1964 : Mise en œuvre du plan de luttes de la cgt et occupation générale des entreprises.
- 28 juin 1966 : Coup d'Etat militaire du général Onganía.
- 29-30 mai 1969 : Cordobazo, occupation de la ville de Cordoba par les ouvriers et les étudiants.
- 20 juin 1973 : Retour officiel de Perón en Argentine. Ses partisans divisés s'affrontent les armes à la main. Nombreux morts et blessés.
- 23 septembre 1973 : Perón est élu président de la République avec 62 % des suffrages.
- 25 septembre 1973 : Assassinat de J. Rucci, secrétaire général de la cgt.
- Juillet 1974 : Mort de J. Perón. Sa femme Isabel Perón, vice-présidente lui succède.
- 7-8 juillet 1975 : Grève générale de la cgt contre le gouvernement d'Isabel Perón.
- 25 mars 1976 : Coup d'état militaire. Le général Videla prend le pouvoir.
- 25 avril 1979 : Appel à la grève générale de plusieurs syndicats contre le gouvernement militaire.
- 15 novembre 1979 : Dissolution de la cgt.
- Novembre 1980 : Reconstitution de la cgt dans l'illégalité. S. Ubaldini est nommé secrétaire général.
- Avril-juin 1982 : Guerre des Malouines.
- 6 avril 1982 : La cgt déclare : « Primero, la patria ».
- 30 octobre 1983 : Le candidat radical, R. Alfonsín remporte les élections présidentielles avec 52 % des suffrages contre le candidat péroniste I. Luder.
- 18 décembre 1983 : Le gouvernement de R. Alfonsín dépose au Parlement le projet de loi sur la réorganisation syndicale.
- 3 septembre 1984 : Première grève générale contre le gouvernement de R. Alfonsín. Douze autres suivront jusqu'en 1988.
- 17 novembre 1986 : Congrès de la normalisation de la cgt. S. Ubaldini est élu secrétaire général.
- 23 mars 1988 : Approbation de la loi sur les associations syndicales.
- 14 mai 1989 : Le candidat péroniste, C. Menem est élu président de la République avec 47,3 % des suffrages contre 32,4 % au candidat radical.
- 11 octobre 1989 : Scission de la cgt.

## Les institutions et les règles

C'est ce qui se produit en 1983. Le syndicalisme a vite reconstitué son influence alors même qu'il se trouvait dans une situation inédite. Pour la première fois, depuis 1945, des élections libres donnaient la victoire au candidat radical, R. Alfonsín. I. Luder, le champion des péronistes était vaincu. De plus, le syndicalisme était sorti divisé de la période dictatoriale entre les « ex-dialoguistes » et les « ex-confrontationnistes ». Enfin R. Alfonsín avait fait campagne en dénonçant le pacte entre les syndicats et les militaires comme l'obstacle majeur à la démocratisation de la société.

Cependant le gouvernement radical échoue dans sa tentative de transformer la législation sur les relations professionnelles et le statut du syndicalisme dans la société. Après quatre années de débats et de confrontations, la matrice

institutionnelle qui provient de la décennie péroniste (lois de 1945 et de 1953) a été préservée. Le retour à la démocratie a maintenu le modèle fondateur qui a produit le pouvoir syndical et un type d'action syndicale.

Quels sont ces cadres institutionnels ? En principe, la formation d'un syndicat, d'une fédération ou d'une confédération est libre et n'est soumise qu'à un enregistrement auprès du Ministère du Travail. Cependant, entre les syndicats qui prétendent représenter les travailleurs dans un secteur d'activité, celui qui a le plus grand nombre d'adhérents jouit seul de la représentativité et des prérogatives de l'action syndicale. C'est l'autorité administrative — le Ministère du Travail — qui est habilitée à accorder cette représentativité (« la personería gremial ») qui ne peut être partagée avec un autre syndicat dans un champ professionnel et territorial donné. Le Ministère du Travail ne vérifie plus ensuite que le syndicat

représentatif est majoritaire. Il n'y a pas davantage de consultations organisées pour vérifier que les travailleurs continuent à manifester leur soutien au syndicat représentatif. L'association professionnelle concurrente qui cherche à obtenir la personeria gremial doit faire la preuve au moment qu'elle juge opportun qu'elle réunit plus d'adhérents.

Quand cette représentativité a été reconnue, le syndicat dispose du monopole de représentation et de défense devant l'Etat et les employeurs, des intérêts individuels et collectifs des travailleurs. Il est seul habilité à participer aux institutions de concertation entre l'Etat et les partenaires sociaux. Plus encore, il est seul à disposer de l'arme légale de la grève, il représente seul l'ensemble des salariés lors de la négociation des conventions collectives de travail avec les organisations d'employeurs. Il gère les œuvres sociales. Dans l'entreprise, ne peuvent être candidats ou élus aux fonctions de délégués des commissions internes que des membres du syndicat ayant cette représentativité. Ajoutons à cette liste des prérogatives l'obligation de l'employeur de percevoir les cotisations des membres du syndicat représentatif, avantage dont ne disposent pas bien sûr les syndicats qui ont la simple reconnaissance juridique et administrative.

De fait, ceux-ci ne disposent d'aucun attribut de l'action syndicale. Aussi est-il exceptionnel qu'ils puissent se substituer aux syndicats qui ont obtenu la personeria gremial. Ce qui est le plus fréquent, c'est la formation d'un syndicat qui se propose de représenter un secteur professionnel ou géographique d'un syndicat en place. Se réclamant de la spécificité professionnelle de ce secteur, réunissant un nombre d'adhérents suffisant, ce syndicat peut obtenir la personeria gremial. Prenons un exemple. Des ouvriers des activités portuaires étaient récemment membres du syndicat des chemins de fer. Estimant que leur activité professionnelle était bien distincte des cheminots, ils ont formé un syndicat chargé de les représenter, qui est devenu majoritaire dans leur secteur d'activités. Ils ont acquis ainsi la personeria gremial. Ce processus est à l'origine d'un émiettement de la représentation des salariés puisqu'en 1987 on comptait 1 412 syndicats représentatifs.

Ce monopole de l'action syndicale conférée à l'organisation la plus forte en nombre d'adhérents est aussi fragile car il dépend d'une décision de l'autorité administrative qui eut souvent dans le passé les moyens de la révoquer ou d'intervenir dans la direction du syndicat, soit pour des raisons politiques, soit parce que le syndicat ne respectait pas les lois et les dispositions en vigueur. Le contrôle de l'action syndicale est ainsi moins soumis aux adhérents qu'à l'autorité gouvernementale qui a des pouvoirs de contrôle et d'intervention étendus (12). Tout se passe

comme si la garantie ministérielle valait plus que l'expression et la décision des syndiqués. Il est remarquable que cette tutelle administrative ait été acceptée et même voulue par le syndicalisme péroniste alors même que le gouvernement était aux mains des radicaux.

A ce monopole de l'action syndicale conférée par l'autorité administrative à une association correspond le contrôle des ressources financières qui proviennent des cotisations des adhérents. Les syndicats sont généralement réticents à redistribuer ces ressources à un niveau inférieur (par exemple aux commissions internes des entreprises) ou au niveau supérieur : la CGT qui rassemble tous les syndicats est de fait une institution pauvre qui n'est pas capable d'éditer la moindre revue ou bulletin d'information et de formation. Le contrôle des œuvres sociales, c'est ce qui donne encore davantage de ressources financières ; c'est une forte incitation sélective à l'adhésion.

La lutte syndicale pour le développement du rôle des délégués dans l'entreprise a été bien limitée si on la compare à la défense du monopole de la représentation, de la négociation, de la grève et de la gestion des œuvres sociales. La préoccupation du syndicalisme argentin pour générer un pouvoir ouvrier dans l'atelier et dans l'entreprise a été traditionnellement faible. On peut penser que la proscription du péronisme entre 1955 et 1973, puis de 1976 à 1983, en est responsable : le syndicalisme, agent de substitution du péronisme, s'est mobilisé d'abord pour assurer sa permanence institutionnelle au niveau de l'Etat et de la société. La loi qui fut adoptée en 1988 prévoit que les délégués dans les entreprises ont la charge de vérifier l'application des normes légales et conventionnelles en vigueur. Ils ne peuvent présenter les revendications des travailleurs qu'après autorisation préalable de leur syndicat d'appartenance. Afin de les entendre, l'employeur doit les réunir périodiquement : ce sont les conventions collectives qui déterminent cette périodicité. La loi prévoit qu'une entreprise de 10 à 50 salariés doit avoir un délégué, de 51 à 100, deux, puis un délégué supplémentaire par fraction de 100 salariés. L'ensemble des délégués d'un syndicat dans l'entreprise forme une commission interne. Les délégués disposent d'une protection spécifique de leur emploi. Cette dernière disposition a entraîné les protestations véhémentes des employeurs qui ont de toute manière obtenu qu'aucun droit d'information ou de consultation ne soit accordé aux délégués concernant les résultats financiers, la politique économique, technologique et sociale de l'entreprise.

dont le nombre d'adhérents dépasse les 20 000, seulement en deux occasions les électeurs ont changé la direction du syndicat. Dans tous les autres cas, c'est l'intervention du gouvernement qui est à l'origine d'un changement des équipes dirigeantes. J.C. Torre : La democracia sindical en la Argentina, Desarrollo economico, n° 55, oct.-déc. 1974, p. 531-543.

(12) Dans cette même perspective, J.C. Torre fait remarquer qu'entre 1957 et 1972, parmi les 25 syndicats

## La syndicalisation en Argentine

Branches d'activités	Salariés (1)	Nombre de syndiqués déclarés par les syndicats (2)		Salariés inscrits sur listes électorales (3)	
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%
Agriculture .....	625 239	108 635	17,10	39 826	6,27
Mines .....	45 249	25 204	55,70	24 655	54,49
Industrie .....	1 604 646	1 042 924	64,99	617 400	35,47
Eau, gaz, électricité .....	101 913	96 352	94,54	78 666	77,19
Bâtiment .....	600 474	146 557	24,41	141 787	23,61
Commerce .....	918 935	450 547	49,03	377 084	41,03
Transport (4) .....	358 740	423 110	119,62	420 665	117,26
Serv. financ., immob., ass. ....	304 002	212 760	69,99	183 854	60,47
Administration .....	2 080 960	847 371	40,72	746 308	35,86
<b>Total</b> .....	<b>6 650 360</b>	<b>3 359 460</b>	<b>50,52</b>	<b>2 630 225</b>	<b>39,55</b>

(1) Il s'agit des données du recensement.

(2) Ces données ont été fournies par les syndicats en 1982-1983.

(3) Il s'agit des salariés inscrits sur les listes électorales lors du renouvellement des directions syndicales en 1984-1985.

(4) On notera que le nombre des syndiqués est supérieur au nombre des salariés de la branche parce que les effectifs déclarés par les syndicats des chemins de fer incluent les retraités qui ont aussi le droit de vote lors des élections professionnelles.

Autant la bataille syndicale fut vive pour le recouvrement du noyau fondamental de la législation péroniste, autant la préoccupation pour augmenter la participation et l'information dans l'entreprise a été modérée. On ne peut comprendre cette attitude si on ne la relie pas à la conviction historique des dirigeants syndicaux en Argentine selon laquelle la force du mouvement syndical réside dans son organisation, ses structures centralisées, le pouvoir de ses dirigeants. Comme l'exprimait clairement un dirigeant syndical de l'industrie du verre : « Notre organisation lutte pour l'unité monolithique du mouvement ouvrier reposant sur la structure pyramidale d'une tête qui conçoit, représentant tous les travailleurs argentins et structurée par un congrès général, son comité central confédéral, ses délégations régionales et chacune de ses organisations de premier ou de second degré, c'est la garantie de préservation d'un modèle qui permet l'exercice du pouvoir pour défendre légitimement et avec la force qui convient les droits institutionnels des travailleurs » (13).

## Le corporatisme politique

Les structures monolithiques dont se réclame le dirigeant du syndicat du verre ont pour fonction de laisser le champ libre aux responsables pour agir en politique. L'action syndicale n'est pas le prolongement de l'action revendicative, des problèmes sociaux et économiques qui surgissent des entreprises et des lieux de travail.

(13) Editorial du secrétaire général du syndicat de l'industrie du verre in El obrero vidriero, juin-juillet 1985, p. 3.

Certes il y a bien une action syndicale dans les entreprises et dans les branches. Les conflits salariaux sont nombreux comme ceux qui concernent l'emploi. Ils ont toujours existé, au moins quand la répression militaire n'était pas trop brutale. L'inflation qui fut toujours supérieure à 100 % par an depuis 1975, mais qui a atteint jusqu'à 200 % dans le seul mois en juillet 1989 rend presque impossible la régulation salariale. Le niveau formel et exclusif de la négociation, c'est celui de la branche, mais il y a bien des négociations informelles dans l'atelier et l'établissement. Les délégués n'ont guère de droits, mais l'employeur ne peut faire fi de leur représentativité. Dans les grandes et moyennes entreprises, le taux de syndicalisation est presque toujours voisin de 100 %. A la base, il y a bien une gestion patronale et syndicale des relations professionnelles. Elle est très fragmentée si l'on tient compte non seulement de la segmentation des branches et des entreprises, mais aussi des spécificités provinciales.

Ces micro-régulations et cette action syndicale à la base n'ont guère d'influence sur l'action des dirigeants syndicaux. Ils ne déterminent pas des enjeux de pouvoir ou des programmes revendicatifs. Dans les congrès syndicaux, il n'y a généralement pas de débats sur les stratégies revendicatives, pas de textes préparatoires ni de documents d'orientation. La rupture entre la base et le sommet n'est pas non plus la conséquence de la formation d'un appareil bureaucratique-intellectuel qui fournit les études, l'information économique et sociale, le savoir qui permettent aux dirigeants de gérer la négociation avec les employeurs et les pouvoirs publics. Ce ne sont pas des experts syndicaux qui rendent inutiles l'expression et la participation de la base. Les dirigeants syndicaux sont rarement des hommes

de dossiers, attachés à convaincre les hauts fonctionnaires ou les dirigeants patronaux à partir de leurs connaissances techniques des problèmes. Le mépris ou l'indifférence à l'égard des intellectuels est une attitude assez générale. Le premier ministre du travail du gouvernement de C. Menem, dirigeant du syndicat des plastiques, J. Triaca, déclarait en 1984 : « A ceux qui veulent créer un mouvement à partir d'une bibliothèque ou d'un bureau, nous disons que les mouvements ne se créent pas dans une éprouvette, ils se font avec les couilles, on les fait grandir avec amour et on les développe grâce à l'organisation » (14).

Le vécu des travailleurs tout comme les dossiers des experts ne guident pas l'action des dirigeants. L'indice de la hausse des prix, le cours du dollar, les conseils juridiques des syndicats suffisent. Par contre, l'expérience politique est fondamentale, c'est-à-dire les relations personnelles et intimes avec les sommets de l'Etat, de l'Eglise, de l'Armée et du Patronat agricole, financier, commercial, industriel.

Les dirigeants syndicaux agissent dans un champ politique autonome qui s'est constitué à partir de la proscription du péronisme, du recours permanent au mythe de l'unité du peuple, de l'identité péroniste des travailleurs qui l'a toujours emporté sur la conscience de classe, les identités professionnelles, les situations de travail. La bureaucratie syndicale est entretenue et se légitime parce qu'elle a donné aux rapports sociaux une définition exclusivement politique, voire étatique. La vie syndicale est politisée et les dirigeants agissent de manière bureaucratique parce que l'autonomie du social n'est pensée que sur le mode de l'exclusion et parce que la reconnaissance du social n'a pas d'autre forme que politique.

Dans ce champ politique autonome, la lutte pour le pouvoir s'affirme à l'état pur. Le champ du pouvoir, c'est moins celui d'une relation autour d'un enjeu économique, social, idéologique qu'une topologie, un échiquier, un champ de batailles. Il faut lutter pour rester dans le cercle du politique en renforçant sa puissance corporative, en affaiblissant ses amis et en négociant avec ses ennemis. Cette action politique divise en permanence les dirigeants syndicaux.

L'intégration du syndicalisme dans le mouvement péroniste en donne aussi le sens. Dans la doctrine péroniste, le syndicalisme a été défini comme la colonne vertébrale du mouvement, mais il n'y a jamais eu aucune réflexion ou théorie pour penser la relation entre l'Etat, le parti et les syndicats. Le mouvement suffisait, c'est-à-dire l'intégration du peuple à l'Etat, la participation populaire effectuée par la médiation symbolique du général Perón et de son épouse Eva aux fins de conquérir une authentique indépendance nationale. Les travailleurs sont les dépositaires de l'identité nationale avant

même leurs rôles socio-économiques de producteurs. Les luttes sociales sont directement intégrées au combat national contre les membres de l'oligarchie et de leurs suppôts qui dépendent de l'étranger et qui sont dévoués aux intérêts des pays centraux. Toute opposition au mouvement péroniste devient ainsi une trahison de l'intérêt national. La répression et l'intervention sur les mouvements sociaux qui n'acceptaient pas leur subordination aux directions syndicales étaient justifiées avec ce même argument. Tant que Perón était en vie, c'était lui qui fixait une orthodoxie changeante. Il a pu laisser faire le jeu des tendances, les luttes de pouvoir, mais nul ne pouvait survivre politiquement s'il voulait s'affranchir de sa tutelle. L'identité péroniste était fondée sur le lien direct entre le peuple et sa personne. Toute prétention d'un individu ou d'un groupe à briser ce lien symbolique qui s'était formé le 17 octobre 1945, lors de l'événement fondateur, avait toujours naufragé.

Après la disparition de Perón, ses héritiers peuvent franchement s'opposer et se diviser. La doctrine et l'œuvre de Perón ont eu tant de facettes qu'elles rendent possibles toutes les filiations, mais il est en même temps risqué de jouer la carte de l'autonomie. Le mythe de l'unité doit être préservé car son efficacité politique est demeurée entière après la mort de Perón. Cependant il ne fonctionne bien que dans la mesure où il peut être incarné. Isabel Perón était désignée pour cette fonction. Elle n'a manifestement pas su l'assumer bien qu'elle soit restée la référence jusqu'en 1985. Exilée en Espagne, c'est un dirigeant syndical, Lorenzo Miguel, le puissant secrétaire des métallurgistes, qui la représentait en Argentine.

En 1983, la restauration des institutions démocratiques contraint le péronisme à définir ses modes d'intervention dans le champ politique et dans le champ syndical. Comme l'onction du suffrage universel fait défaut au candidat choisi, la bataille pour le contrôle du mouvement fait rage. Les syndicats revendiquent la plus grande place, étant donné le rôle historique qu'ils ont joué et la place qui leur est accordée dans la doctrine. Ils doivent aussi définir leurs relations à un Etat dirigé par les radicaux.

C'est dans ce contexte que se forment les noyaux syndicaux, les alliances politico-syndicales en vue d'une ambition et d'une stratégie. Ce sont des groupes à l'adhésion fluctuante qui se font et se défont sans cesse. Leur logique n'est pas toujours évidente. « La centrale ouvrière, écrivait un bon observateur, a été un lieu en ébullition constante avec des fluctuations et des réalignements internes permanents... Le tourniquet des alliances ne s'arrête presque jamais. Hier amis, aujourd'hui adversaires, demain peut-être... Le mot toujours n'existe pas dans la langue des syndicats » (15). L'ensemble des

(14) El Bimestre du 8 mars 1984.

(15) G. Beliz : La CGT, otro poder, Buenos Aires, Planeta, 1988, p. 114.

adhérents n'est pas associé et n'est jamais consulté sur les choix, les stratégies et les alliances des dirigeants qui n'ont presque aucune conséquence sur l'action syndicale à la base.

La mobilisation politique des dirigeants syndicaux en vue de leur accès à l'Etat ne relève pas seulement de la pathologie, du goût du pouvoir, des avantages matériels et moraux qu'il procure. L'Etat est aussi au centre des rapports économiques et sociaux. L'instabilité politique de l'Argentine n'est pas sans correspondance avec les fluctuations économiques.

Après la crise économique de 1929, le modèle libéral agro-exportateur ne peut plus assurer la prospérité du pays. L'industrie est alors conçue comme un substitut à la détérioration du commerce extérieur. Elle doit produire ce qu'on ne peut plus importer. L'industrie est protégée, mais dépend aussi des aléas du commerce extérieur. Bien plus tout développement industriel contribue à la détérioration des échanges internationaux. Le développement du marché interne et l'augmentation des salaires tendent à diminuer la compétitivité et la quantité de produits agricoles exportés qui représenteront toujours 80 % des exportations. Leur consommation intérieure augmente et leurs prix s'élèvent. Le développement industriel relance aussi les importations : il faut des machines et des équipements. Le commerce extérieur est rapidement déficitaire. La manipulation des droits de douane et des taux de change, attribués de l'Etat, est une tentative de résoudre les conflits entre le secteur agro-exportateur et le secteur industriel. Ce dernier ne se développe qu'à partir des arbitrages favorables qui sont faits par l'Etat. Les hausses de salaires sont dépendantes des encouragements étatiques à l'industrie. Le développement intérieur se fait toujours au détriment de la monnaie, de l'équilibre budgétaire, de la stabilité des prix. La récession restaure les comptes extérieurs du pays, assainit les finances publiques, réduit l'inflation.

Le péronisme représente ce moment de convergence entre la politique économique de l'Etat, les intérêts du salariat et ceux du petit et moyen patronat. Cette convergence donnait toute sa crédibilité à la doctrine péroniste qui insistait sur l'alliance du capital et du travail national.

Par contre, les classes dominantes sont liées à la permanence du projet agro-exportateur. Toutefois leur comportement économique se caractérise plutôt par la forte mobilité de leurs capitaux. Suivant la conjoncture, ils sont placés dans le commerce, l'agriculture, l'industrie ou les banques étrangères. Il n'y a donc pas eu émergence d'une grande bourgeoisie industrielle qui s'arrache à la dépendance de l'Etat ou du secteur agro-exportateur. Et l'investissement étranger qui a contribué aussi à l'industrialisation ne pouvait résoudre le problème du développement argentin.

Cette mobilité du capital est la cause et la conséquence des fortes et fréquentes fluctuations de l'économie. Il est rationnel de ne pas investir à moyen ou à long terme et de ne pas se spécialiser dans une économie cyclique. Mais les fluctuations sont aussi le produit du comportement des agents économiques dominants. La stagnation générale de l'économie argentine sur le long terme en fut la conséquence : la croissance fut en moyenne de 1 % par an de 1939 à 1985. Il s'ensuit un renforcement du rôle de l'Etat qui est le seul à prendre les risques du futur tandis que les classes supérieures ont appris que la préservation de leurs intérêts est au total et paradoxalement liée à l'instabilité. C'est aussi pourquoi la politisation du syndicalisme et la priorité qu'il accorde à sa relation à l'Etat ne sont pas sans fondements socio-économiques. S'il n'y a pas d'autonomie des relations professionnelles, c'est parce que l'Etat gère les contradictions aiguës du développement économique.

Sur le long terme, l'influence politique du syndicalisme n'a pas produit des gains économiques et sociaux pour les travailleurs (16). En même temps les syndicats ont aussi appris que l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs s'est toujours produite quand ils avaient un accès direct à l'Etat. C'est l'argument majeur dont ils se servent pour justifier leur mode d'action.

## Les défis de la démocratie et du libéralisme

Fort de son succès électoral, face à ses adversaires péronistes désemparés, privés d'un leadership incontesté, R. Alfonsín croit qu'il peut déstructurer le mouvement syndical. A peine installé à la Casa Rosada, le siège du gouvernement, son ministre du Travail, Mucci, propose le vote par le Parlement d'un texte de loi sur le droit syndical. Il s'agit de contraindre le syndicalisme à la démocratisation de son fonctionnement qui commencerait par la réélection de tous ses responsables en partant de la base. Cette menace produit immédiatement la réunification de toutes les forces syndicales et péronistes. Le président R. Alfonsín réussit à faire passer son projet à la Chambre des députés, mais il échoue au Sénat, d'une voix. La confrontation entre le gouvernement radical et le mouvement syndical ne cessera plus. Pour les syndicalistes, tout se passe comme s'il retrouvait avec Alfonsín une situation antérieure lorsque Frondizi ou Illia étaient au pou-

(16) C'est en 1974, lors du retour de Peron au pouvoir que le pouvoir d'achat du salaire d'un ouvrier de l'industrie est le plus élevé, au cours de la période 1945-1990. En 1989, il est inférieur à ce qu'il était en 1948, la meilleure année pour les travailleurs lors de la décennie péroniste. Et ce qui est le plus remarquable dans l'évolution des salaires, c'est l'alternance de gains importants et de pertes considérables.

voir : des présidents radicaux qui étaient considérés comme illégitimes parce qu'ils avaient été élus avec la proscription du péronisme. Le rapprochement s'impose d'autant plus que les structures politiques du péronisme sont affaiblies. L'initiative politique jusqu'en 1987 appartient toute entière au gouvernement. La seule force d'opposition, c'est le mouvement syndical qui perdure ainsi dans sa fonction de substitut à la branche politique du péronisme qui cette fois-ci n'est pas proscrite, mais décomposée. S. Ubalini, le secrétaire général de la CGT, en devenant l'alter ego du président, en acquiert une forte popularité et bien de l'influence dans le mouvement péroniste. Les treize grèves générales de la CGT valent bien les plans de lutte de Vandor en 1964 (17).

Les travailleurs adhèrent massivement aux grèves générales décidées par la CGT. Ils ont bien sûr toutes les raisons d'être mécontents : les salaires, après une embellie en 1984, sont loin de suivre la hausse des prix ; le chômage augmente et l'inflation ronge tous les contrats. Le plan Austral qui avait pour objectif de casser l'inflation n'aura eu d'effet que pendant une année (mi-85 - mi-1986). Cependant la grève générale est largement déterminée par la stratégie politique des directions syndicales. La propension à la grève dans les entreprises et les branches est indépendante des appels à la grève générale (18). Elle ne relaie pas et n'amplifie pas la protestation sociale ; elle n'est pas non plus une action globale et centralisée qui se substitue aux moyens de pression locaux et sectoriels.

Lors de ses protestations et de ses affrontements, la CGT a recours à sa rhétorique de toujours : « Nous luttons pour un mode de vie qui privilégie l'argentin sur l'international et celui du peuple sur les spéculateurs » (19). Le gouvernement est dénoncé pour sa soumission au FMI et aux usuriers qui dirigent les banques étrangères. On exige la suspension du paiement de la dette dont les travailleurs n'ont pas la responsabilité et on réclame une augmentation des salaires pour réactiver le marché interne. La démission du ministre de l'Economie est constamment exigée. Par contre la CGT ne fait pas référence à l'exploitation économique des travailleurs dans les entreprises, elle ne parle pas des profits patronaux, ni des inégalités de revenus. L'argumentation est morale. Justice sociale, dignité et droits des travailleurs à vivre décemment, reconnaissance qui doit être accordée au facteur travail à côté du facteur capital. Pour ce combat national, la CGT cherche l'alliance des patrons, de l'Eglise, des

(17) Il y eut une grève générale en 1984, deux en 1985, quatre en 1986, trois en 1987, trois en 1988.

(18) Il y eut quatre grèves générales en 1986, aucune en 1989. La propension à la grève est la même pour ces deux années. L'été 1987 et le printemps 1988 n'ont pas été chauds et il y eut des grèves générales. C'est l'inverse pour l'été 1985, le printemps 1987 et l'automne 1989.

(19) Noticias gremiales 1986.

indépendants, des agriculteurs, de tous ceux qui se réclament du peuple et de la nation pour un retour à l'âge d'or que fut la décade péroniste.

L'affrontement avec le gouvernement n'empêche pas la négociation et l'intégration dans l'appareil d'Etat. Un secteur du syndicalisme négocie l'entrée au gouvernement d'un dirigeant syndicaliste. En avril 1987, C. Alderete, dirigeant du syndicat de l'électricité, devient ministre du Travail. Il le restera jusqu'en septembre 1987. Il œuvre pour que les lois syndicales soient enfin adoptées et pour qu'elles soient conformes à la matrice péroniste.

La restauration démocratique, l'élection de R. Alfonsín et la décomposition des structures politiques du péronisme provoquent toutefois la création d'un courant rénovateur. Il affirme son attachement aux institutions démocratiques, revendique la ferme résistance de ses membres à la dictature militaire antérieure et prend ses distances avec les méthodes autoritaires, parfois fascisantes, qui ont entaché les gouvernements péronistes du passé. Ses drapeaux sont la défense des droits de l'homme, le refus de tout empiètement du pouvoir militaire sur le pouvoir civil, le respect de la démocratie interne dans le parti. Les rénovateurs se montrent surtout favorables à une séparation plus nette du mouvement syndical et de l'action partisane. L'audience de la rénovation est forte parmi les délégués ou les responsables syndicaux intermédiaires, mais il y a peu de dirigeants de grands syndicats qui sont acquis aux idées de la rénovation. Les figures de proue du courant rénovateur dirigent des petits syndicats : celui du tabac et celui des chauffeurs de taxi. Un seul grand syndicat, l'ATE (Association des travailleurs de l'Etat) s'est inscrit dans cette mouvance. L'analyse qui en a été faite a montré combien le projet rénovateur était fragile et contradictoire et combien l'emprise du politique l'a vite décomposé (20). La rénovation péroniste est souvent perçue comme une tentative de marginalisation du syndicalisme plutôt qu'une opportunité pour donner de l'importance au mouvement ouvrier ou développer un système de relations professionnelles.

Dans le parti justicialiste, la rénovation conquiert un espace important. Le succès de A. Cafiero, en septembre 1987, lorsqu'il est élu gouverneur de la province de Buenos Aires, est un peu son succès. L. Miguel, le secrétaire de la métallurgie, qui incarne alors l'orthodoxie péroniste, proteste contre la place qui est faite aux membres du courant syndical rénovateur dans le parti justicialiste. L. Miguel revendique une plus grande syndicalisation du parti. « Le parti justicialiste sans sa branche syndicale, affirme-t-il, est comme un corps sans âme » (21).

(20) E. Reymondes et M. Vuotto : El metodo de la intervencion sociologica. Su validacion en el analisis de la accion sindical, Buenos Aires, CONICET, février 1988.

(21) Déclaration au journal La Razon du 23/10/1987.

Pour les prochaines élections présidentielles, A. Cafiero, le gouverneur de la province de Buenos Aires, apparaît comme le meilleur candidat. Dans le parti, il va rencontrer un opposant, C. Menem. La grande majorité des syndicalistes se ralliera à sa candidature à la candidature. Il l'emportera dans la bataille interne qui l'oppose à A. Cafiero, à l'intérieur du mouvement péroniste. Il devient le candidat officiel en juillet 1988. Un an plus tard, en mai 1989, il obtiendra la majorité des suffrages contre le candidat radical, Angeloz. Les péronistes sont à nouveau au pouvoir.

C. Menem hérite d'une situation économique catastrophique. Quand il prend ses fonctions en juillet 1989, l'inflation atteint 200 % dans le mois. Il met immédiatement en œuvre une politique libérale qui tourne le dos à tous les programmes défendus traditionnellement par le péronisme.

Le meilleur symbole de la nouvelle politique, c'est la désignation de N. Raspanelli, comme ministre des Finances. C'est un des dirigeants de la firme Bunge y Born dont les propriétaires ont été désignés par les péronistes, depuis 1945, comme les meilleurs représentants de l'oligarchie dépendante et alliée aux intérêts étrangers (22). Le dirigeant du parti conservateur, l'UCD, A. Alsogaray, devient le conseiller du président pour le traitement de la dette extérieure et sa fille prend la tête de la compagnie publique des téléphones pour la privatiser. Ce sont aussi toutes les entreprises publiques qui doivent connaître le même sort, y compris les chemins de fer, autre symbole de l'intégration au patrimoine national d'une activité qui fut jusqu'en 1946 la propriété des Anglais. La Société rurale, l'organisation des grands propriétaires terriens, les organisations patronales de la Banque, de l'Industrie, du Commerce se rangent toutes derrière le programme libéral du président péroniste. Naturellement les hausses de salaires promises pendant la campagne électorale sont sacrifiées sur l'autel de la lutte contre l'inflation. L'Etat s'engage à diminuer ses dépenses, à augmenter ses recettes et reçoit l'aide et le soutien du FMI. Des projets de lois sont déposés pour assurer une plus grande flexibilité de

(22) En 1974, Juan et Jorge Born furent séquestrés par les Montoneros, les guérilleros péronistes. Ils furent relâchés après avoir versé une rançon de 60 millions de dollars, la distribution de vivres et de vêtements dans tous les bidonvilles de Buenos Aires, la satisfaction des revendications salariales des travailleurs de toutes leurs entreprises. Ils furent obligés à placer à l'entrée de tous leurs établissements des bustes d'Eva et de Juan Perón. cf. R. Gillespie : *Soldados de Peron, los Montoneros*, Buenos Aires, Grijalbo, 1987 (pour Oxford University Press, 1982).

Sur la firme Bunge y Born, on peut lire R. Green et C. Laurent : *Bunge et Born, puissance et secret dans l'agro-alimentaire*, Paris, Publisud, 1985 ; J. Schwarzer : *Bunge y Born, nacimiento y diversificación de un grupo económico*, Buenos Aires, CISEA, Grupo editor latinoamericano, 1989.

l'emploi et pour régler la grève dans le secteur public. Le salaire minimum est bloqué de juillet 1989 à octobre 1990 alors que l'inflation va dépasser 8 000 % pendant la période. Quant aux secteurs les plus pauvres, frappés par l'hyperinflation, qui s'étaient soulevés, avaient dévalisé les supermarchés, pris d'assaut les camions de vivres, un programme d'assistance est mis en œuvre, contrôlé par l'Eglise, pour soulager leur détresse. L'Armée n'est pas oubliée. Tous les militaires emprisonnés sont mis en liberté et graciés, les procès intentés contre ceux qui s'étaient soulevés, par trois fois, contre le gouvernement d'Alfonsi, sont clos. Même les dirigeants de la junte militaire (Videla, Viola, Massera et Camps) ont eu droit en décembre 1990 au pardon présidentiel.

C'est un syndicaliste qui est nommé ministre du Travail — « le rêve de tout syndicaliste, c'est de devenir ministre du travail » (23). Il s'agit de J. Triaca, qui fut partisan du dialogue avec le gouvernement militaire entre 1976 et 1983. Lorsqu'il fut appelé à témoigner au procès de la junte des militaires, il affirma ignorer toute atteinte grave aux droits de l'homme pendant la dictature.

Le mouvement syndical est sommé d'appuyer la politique de son gouvernement. Toutefois, le nouveau président juge que S. Ubaldini est indésirable à la tête de la CGT à cause de sa popularité et de son passé revendicatif. Autour de C. Menem et du ministre du Travail se forme une coalition syndicale qui prépare le congrès de la CGT prévu pour octobre 1989. Il s'agit d'obtenir une majorité pour un autre secrétaire général. On assiste alors à une dissolution de toutes les anciennes alliances et à des réalignements internes surprenants. Bien des anciens rénovateurs approuvent le projet syndical ménémiste tandis que des orthodoxes comme L. Miguel se rangent derrière la bannière de S. Ubaldini. Après un vote de procédure et des violences aux abords de la salle du congrès, les partisans de S. Ubaldini, mis en minorité, renoncent à siéger. L'unité de la CGT est brisée. Il y a aujourd'hui deux CGT en Argentine.

Il n'est pas sûr que la fracture s'explique par des appréciations opposées de la politique libérale du nouveau président. La lutte pour le contrôle de l'appareil syndical et pour conserver une capacité de négociation avec l'Etat fut tout autant déterminante. La CGT d'Ubaldini n'est pas entrée dans une opposition franche avec le gouvernement. A la fin de l'année 1990, elle n'a préparé aucun plan de lutte, ni grève générale. Par contre des syndicats abandonnent la référence péroniste ; dans le secteur public, il y a des grèves très nombreuses pour l'amélioration des salaires et contre le programme de privatisations. En août 1990, le gouvernement est obligé de faire appel aux militaires pour briser la grève des

(23) Nous citons la déclaration d'un dirigeant syndicaliste de l'automobile.

employés du téléphone. Toutefois le gouvernement eut l'habileté de ne pas suspendre la négociation collective, préservant ainsi un espace pour une action syndicale qui sans cela aurait été entièrement soumise à une logique politique et à la confrontation avec l'Etat.

La politique libérale de C. Menem déstabilise profondément le mouvement syndical. La légitimation de cette politique se trouve dans l'échec économique du gouvernement de R. Alfonsín. Sa chance réside dans le soutien simultané qu'il trouve au sein des classes dominantes et des classes populaires qui ne peuvent se défaire de leur lien au péronisme, quel qu'il soit.

Tout le pouvoir du mouvement syndical était lié à son influence dans le mouvement péroniste et à sa capacité de pression sur l'Etat. Il doit choisir aujourd'hui entre son incorporation subordonnée à l'Etat et l'autonomie qui le prive des moyens de son pouvoir politique.

## **S**yndicalisme, classes sociales et démocratie

La présence d'organisations syndicales puissantes, structurées, représentatives ne signifie pas nécessairement la formation d'une classe ouvrière consciente d'elle-même, convaincue de son rôle productif et de sa participation au développement industriel, fondement de la croissance du pays. Un syndicalisme sans mouvement ouvrier, c'est la situation qui prévaut généralement en Amérique latine, pour Alain Touraine (24). Et l'Argentine ne fait pas exception à la règle.

La sociologie du syndicalisme a trop souvent présumé que les transformations de la structure sociale, les modes d'industrialisation, les évolutions des techniques et des métiers, la composition de la population active commandaient directement aux orientations et à la nature de l'action syndicale. C'est dans l'infrastructure du marché du travail, de la concentration du capital, de l'assignation des travailleurs dans les procès de production et de reproduction de la force de travail qu'il s'agirait de trouver les explications ultimes aux forces ou aux faiblesses du mouvement syndical.

Tout d'abord, ce type d'analyse ne vaut que dans la mesure où le mouvement syndical est autonome, n'est pas la création de l'Etat, d'un parti unique qui l'asservit à ses objectifs propres, d'une Eglise à la recherche d'un contrôle social, voire du patronat qui attend de l'organisation des

travailleurs qu'il suscite la soumission des salariés à son ordre. Le corporatisme a souvent désigné cette intégration du mouvement syndical à un ordre étatique, partisan, religieux, patronal afin de soumettre les relations de travail à des valeurs, à une discipline et à la préservation de l'autorité et des hiérarchies. La représentativité et le fonctionnement du syndicalisme corporatiste relèvent assez peu d'une analyse sur la condition ouvrière et les situations de travail. Le corporatisme d'Etat fait du syndicalisme un segment de l'administration et a pour fonction d'éliminer les conflits sociaux. Le syndicalisme officiel des pays socialistes en est (en fut) un bon exemple. T. Lowit, qui a étudié le syndicalisme de type soviétique, écrivait que la tâche des responsables syndicaux, c'est « à la fois de respecter et de faire respecter dans la réalité quotidienne de l'entreprise la doctrine qui affirme que les intérêts de l'entreprise, de l'économie et de l'Etat, d'une part, et ceux du personnel, d'autre part, sont fondamentalement identiques » (25). C'est la même conception qui prévaut dans les sociétés à Etat de type fasciste comme l'Espagne de Franco. Le corporatisme d'Etat ou le syndicalisme officiel n'élimine pas le mouvement ouvrier. Seulement il s'exprime clandestinement dans le freinage ou le sabotage de l'atelier, dans les grèves spontanées, dans la subversion même de l'ordre corporatiste comme l'expérience des commissions ouvrières dans l'Espagne de Franco en a été le témoignage (26).

En second lieu, les analyses qui font du syndicalisme l'expression des rapports sociaux de production capitaliste présupposent une sorte d'hégémonie de la classe ouvrière concentrée dans la grande industrie, au sein de la dynamique sociale. Cette situation a correspondu, en gros, à l'expérience des pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord. Dans le cadre de ce schéma, la diversification de la population salariée, le rôle des employés, des techniciens, des cadres, des fonctionnaires ont suscité des débats nombreux pour déterminer leur place vis-à-vis de la classe ouvrière. Avec le capitalisme, a-t-on pu dire, ce sont des catégories qui se prolétarisent et qui sont soumises à la même exploitation et aux mêmes aliénations que les ouvriers. Leurs luttes ont le même sens. D'autres auteurs ont défendu l'idée opposée. Ces salariés non-ouvriers sont incapables d'adopter réellement subjectivement et objectivement — des positions de classe. En fonction des rapports de force politiques entre le travail et le capital, elles oscillent d'un pôle à l'autre sans jamais pouvoir se stabiliser comme catégorie-tampon, force d'équilibre et d'har-

(25) T. Lowit : *Le syndicalisme de type soviétique*, Paris, A. Colin, 1971, p. 222

(26) Manuel Ludevid : *Cuarenta anos de sindicato vertical*, Barcelona, Editorial Laia, 1976.

Joan Amsden : *Collective bargaining and class conflict in Spain*, London, London School of economics, 1972.

N. Sartorius : *El sindicalismo de nuevo tipo*, Barcelona, Editorial Laia, 1977.

(24) A. Touraine : *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988.

nie que les représentants de ces catégories souhaitent pour leurs mandants (27).

En troisième lieu, la sociologie du syndicalisme et des relations professionnelles présuppose l'existence d'un contexte démocratique ou refuse de lui accorder une quelconque influence. Or ce n'est pas le marché ou les rapports de production capitaliste qui déterminent directement les formes et le sens de l'action syndicale, c'est au moins aussi fondamentalement l'instauration d'un système politique démocratique. Si l'on retient ses composantes élémentaires, cela signifie que le gouvernement est issu du suffrage populaire et que l'Etat est séparé de la société civile, c'est-à-dire qu'il accepte sa propre limitation. En d'autres termes, la démocratie ne peut se passer du libéralisme. En elle-même la souveraineté populaire peut engendrer la tentation autoritaire et/ou totalitaire. Le problème de toute société démocratique, c'est d'instaurer une auto-limitation de l'intervention de l'Etat, puis de gérer la relation entre l'Etat et la société civile. Cette relation est souvent une tension qui s'exprime par la contradiction entre l'égalité des citoyens qui prévaut dans la sphère politique et les inégalités économiques et sociales qui ont cours dans la société civile. Le syndicalisme y exprime les intérêts et la conscience des salariés, prend en charge les conflits qui opposent le capital au travail, l'investissement à la consommation et en assure la régulation par la négociation collective et/ou la pression sur l'Etat. C'est le contexte politique démocratique et libéral qui

permet que l'action syndicale soit économique et sociale. R. Aron, dans cette perspective, soutenait que « c'est le régime politique, c'est-à-dire l'organisation du pouvoir et la conception que les gouvernements se font de leur autorité qui détermine pour une part l'existence ou l'inexistence des classes sociales, et surtout la conscience qu'elles prennent d'elles-mêmes » (28).

Hors d'un contexte démocratique et libéral, les rapports économiques et sociaux n'ont plus un rôle aussi décisif dans l'action syndicale et les relations professionnelles. Les cadres théoriques de l'analyse qui ont été construits à partir de l'expérience des sociétés démocratiques et industrialisées perdent alors de leur pertinence par l'excès qu'ils attribuent aux contextes technologiques et économiques, et par l'indifférence dont ils font preuve à l'égard du contexte politique. La théorie a un caractère local. R. Cox le soulignait, il y a déjà plusieurs années : « Les problèmes pratiques des relations industrielles dont s'occupent juristes, économistes, psychologues et sociologues sont toujours perçus et définis avec pour horizon un type de sociétés » : celui des sociétés capitalistes avancées (29).

Le syndicalisme et le système de relations professionnelles en Argentine se sont construits hors d'un contexte démocratique et libéral. Aujourd'hui la consolidation des institutions démocratiques et la création du marché vont dépendre de la capacité de recréer d'autres formes d'action syndicale et d'un nouveau système de relations professionnelles.

(27) Sur ces débats concernant les contours de la classe ouvrière, la littérature fut abondante dans les années soixante et soixante-dix. Citons ici : S. Mallet : La nouvelle classe ouvrière, Paris, Le Seuil, 1983 ; J.H. Goldthorpe et D. Lockwood : L'ouvrier de l'abondance, Paris, Seuil, 1972 ; N. Poulantzas : Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, Paris, Seuil, 1974.

(28) R. Aron : Démocratie et totalitarisme, Paris, Collection Idées, Gallimard, 1965, p. 29.

(29) R. Cox : Pour une étude prospective des relations de production, Sociologie du travail, n° 2, 1977.